



Rentrée politique
Entretien avec Aymeric Seassau
secrétaire départemental du PCF 44

Pages 4 et 5

Les Nouvelles

Bimensuel édité
 par la Fédération
 de Loire-Atlantique
 du Parti Communiste
 Français

de Loire Atlantique

Pour tout renseignement :
 02 40 35 03 00
 ou redac.nla@orange.fr

Numéro 983

11 SEPTEMBRE 2014

prix : 0,70 €



Crise générale dans la zone Euro

P2

Rendez-vous à la Fête de l'Humanité !



P3

Construction Navale



Les chantiers victimes des pressions internationales

P3

Moût 44-Mai 45 : Les libérations de la Loire-Inférieure

P6

Finances locales

La contestation monte

P7

Les pays émergents s'émancipent de la dépendance monétaire occidentale

Réunis au Brésil le 7 Juillet pour leur 6e sommet à Fortaleza, les cinq grands pays émergents –Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud - (BRICS) entourés des chefs d'Etat sud-américains ont défié l'hégémonie occidentale. **Créant une banque commune et un fond de réserve, ils s'affranchissent de la tutelle du \$, de la Banque mondiale et du FMI.** Dotée d'un capital initial de 50 milliards de \$, cette banque a vocation à financer des projets d'infrastructure. C'est une clé pour relancer leurs croissances, qui ont subi des ralentissements durant l'été 2013, à la suite d'annonces de la Banque centrale américaine (NLA 972). Sur le plan diplomatique, **ce sommet permet à la Russie de sortir de son isolement, depuis son éviction du G8 des pays les plus industrialisés, en raison de la crise ukrainienne.** Par ailleurs, un accord est intervenu entre la Russie et la Chine pour ne plus utiliser le \$ pour leurs transactions commerciales. La Turquie (15e économie mondiale) a proposé à la Russie d'imiter cet exemple. **Une ère nouvelle de coopération et de paix ?...** qui rappelle les meilleurs moments de la conférence de Bandung de 1955.



L'actualité politique dans le monde 2

Point de vue

par Jérôme TURMEAU



Quelle rentrée ! Le mandat de François Hollande a commencé sous la pluie et force est de constater que depuis, c'est la douche froide pour les françaises et les français. Le Chef de l'Etat, ses gouvernements successifs, ne cessent de revendiquer une politique libérale bien loin d'annoncer la rupture promise avec les années Sarkozy sur le plan économique et social. Et de fait, depuis l'arrivée d'Hollande en 2012, le chômage ne baisse pas, le pouvoir d'achat est en berne, les inégalités progressent et l'Europe libérale (qui du temps de la campagne des présidentielles devait trembler), peut dormir sur ses deux oreilles.

Depuis fin août, la ligne politique est claire, il n'y en a qu'une seule possible : exit Montebourg (pourtant loin d'être un frondeur des plus musclés), Hamon, Filippetti...

Au lendemain du remaniement ministériel qui voyait arriver un ex-banquier millionnaire, ex-rapporteur de la commission Attali alors missionnée par N.Sarkozy au ministère de l'économie, M.Valls déclarait son amour pour l'entreprise, ou plus exactement, derrière les mots, son allégeance au Medef.

Le 16 septembre prochain le gouvernement engagera sa responsabilité devant le parlement. Pour les Français, la chose est claire et entendue, la confiance n'y est plus, et pour cause. Pour autant, la gauche et les commu-

Venez à la fête de l'humanité débat du projet et de la gauche dont la France a besoin

nistes, dans la période, doivent faire preuve d'une grande responsabilité, c'est à eux de travailler ensemble pour retrouver cette confiance perdue et porter la politique de gauche, les valeurs de gauche dont le pays a tant besoin.

Passer à côté de cette responsabilité, c'est remettre les clefs de la maison à une droite décomplexée et une extrême-droite qui quoi qu'on veuille pour cette dernière s'attire de plus en plus les sympathies populaires.

C'est en tout cas sur cette voix de la création d'un large Front populaire, d'une exigence programmatique progressiste que le parti communiste travaille avec ses militants, comme l'a exposé Pierre Laurent en cette rentrée. En Loire-Atlantique ce travail commencera dès le 27 septembre avec l'assemblée générale de rentrée.

Plus que jamais, je ne serais que trop vous inviter à participer à la fête de l'humanité des 12,13 et 14 septembre afin de débattre ensemble du projet et de la gauche dont la France a besoin.

La crise est générale dans la zone euro



A la surprise générale Mario Draghi, gouverneur de la BCE a décidé de ramener le principal taux directeur, à 0,05 %, après l'avoir déjà abaissé de 0,25 à 0,15% en juin. Du jamais vu ! Pour éviter la déflation (une spirale à la baisse des prix et des salaires, favorisant l'attentisme et plantant la croissance), la BCE « prête gratis ». Mais proche de zéro depuis des mois, ce taux ne parvient pas à faire décoller les économies, y compris en Allemagne. C'est dire si les efforts de la Banque centrale seule ne suffisent pas. Les ambitions doivent être revues à la baisse. Au moins en contre partie des réformes structurelles s'attaquant au coût et à la durée du travail, aux protections sociales sont attendues. Cet « argent facile » pour les banques ne se répercute pas pour les investissements, les projets industriels ou la consommation des familles (ainsi la commande d'un ferry innovant chez STX a été suspendue faute de financement).

L'entêtement à poursuivre la politique libérale, austéritaire, exigée par Bruxelles, débouche sur un bilan catastrophique. La montée du chômage de longue durée le dispute à une croissance proche de zéro.

A la crise économique et sociale, s'ajoute une crise politique mettant à nu le manque de démocratie des institutions, quelques mois après les élections européennes. Jean-Claude Juncker, le nouveau président de la commission (NLA 982) préside au partage des postes de commissaire entre la majorité de droite du PPE et les sociaux démocrates, sans même se soucier d'at-

tendre le vote du parlement de Strasbourg. Chaque Etat cherche à placer son candidat ou sa candidate en jouant de la parité nouvelle.

Par ailleurs, Donald Tusk, premier ministre polonais, ancien de Solidarnosc, admirateur sans réserve de Reagan et Thatcher vient d'être désigné président du conseil européen des Etats par ses pairs des 28 pays. On lui reconnaît d'avoir été en pointe sur le dossier ukrainien, avec les pays baltes.

Le centre de gravité de l'U.E en se déplaçant vers l'Est a modifié l'ordre des priorités. Les ex-républicains populaires ont d'abord posé leur adhésion à l'Otan avant celle à l'U.E. Contrairement aux accords de 1997 établis entre la Russie et l'OTAN établissant un statu quo et la fin de la guerre froide, la liste des pays candidats à l'intégration de l'Alliance Atlantique ne cesse de s'allonger. (Ukraine, Géorgie, ex-Yougoslavie... Australie).

Cette « stratégie de la tension » a l'avantage de masquer la crise profonde que traverse l'U.E, ou l'Ukraine. Mais elle alimente l'idée de « la volonté d'encercler par l'OTAN de la Russie » d'un côté et de « la nova Russia » de l'autre. Derrière ce conflit se réactive la volonté d'accompagner militairement l'hégémonie occidentale sur les affaires du monde comme le confirme le dernier sommet à Newport au pays de Galles.

Les mois à venir exigeront d'imposer des négociations débouchant sur la coexistence pacifique des peuples et le respect des accords.

En bref

Le bruit de la machine à écrire revient...

Il n'y a pas si longtemps, dans les rédactions des quotidiens, résonnaient le son mécanique des machines à écrire.

Aujourd'hui, les claviers d'ordinateurs ne produisent plus que de légers clics. Dans les locaux du Times de Londres, des hauts parleurs rediffusent le cliquetis des vieilles bécanes. Il s'agit, disent les patrons, cités par The Independent, d'augmenter la productivité. Quand arrive le bouclage, le son monte, censé « donner de l'énergie et aider les journalistes à respecter les délais »...

Productivité : valeur centrale de la société capitaliste. Synonyme : exploitation.

Zone euro : deux fois plus de chômeurs de longue durée qu'en 2007.

Le taux de chômage a atteint 11,6% en moyenne, dissimulant d'énormes disparités: la Grèce (26,8%), l'Espagne (25,1%), et le Portugal (14,3%).

Référendum pour l'indépendance de l'Ecosse le 18 Septembre.

Les derniers sondages indiquent que l'écart se réduit de plus de moitié depuis la mi-août : Alors que le NON avait 14 points d'avance, aujourd'hui le OUI serait à 47 % contre 53 % au NON.

Election en Saxe: faible participation, et le plus mauvais score pour la CDU de Mme Merkel.

Avec 39,4 % la droite reste en tête, mais son score est le plus mauvais obtenu depuis la réunification. Dans ce bastion conservateur, moins d'un électeur sur deux s'est déplacé. Die Linke reste la deuxième force avec 18,6% des suffrages, suivie du SPD avec 12,5 %.

Le parti néo-nazi n'obtient plus que 4,9% et sort du parlement régional. Mais une partie de ses voix vient alimenter le score de 9,6% du parti anti-euro (AfD) qui siègera pour la première fois.

Israël annexe 400 hectares de terre Palestiniennes en représailles.



Situé sur l'emprise de 5 villages palestiniens de Cisjordanie près de Bethléem, le gouvernement israélien a transformé ces terres en propriété d'Etat comme contre partie de l'enlèvement et du meurtre le 13 juin dernier des trois étudiants israéliens.

Après 50 jours de guerre ayant entraîné 2140 morts palestiniens, cette décision est une provocation, à l'heure où la priorité devrait être de conforter le cessez-le-feu dans la bande de Gaza.

De vous à moi

Une collection de 85 œuvres de l'artiste espagnol Miró est détenue par l'Etat portugais. La société anglaise Christie's estime sa valeur globale à plus de 30 millions de livres (36,4 millions d'euros). Vendue aux enchères, pour renflouer les caisses du trésor public, **cet abandon du patrimoine culturel permettra d'atteindre les objectifs économiques exigés par la troïka (commission/BCE/FMI).**

Cette décision révélatrice des valeurs de la société libérale décadente a donné une idée à Michel Schifres (ex-journaliste du Figaro) pour son billet dans le quotidien libéral l'Opinion : « **il est tentant d'appliquer la même méthode à la France... nous ne pouvons pas nous séparer de nos trésors... nous pouvons mettre sur le marché international que des chefs-d'œuvre uniques, témoignant du génie français et introuvable dans aucun autre pays** ». Il a trouvé l'objet qui ferait l'affaire : le code du travail !

Seuils sociaux : la CGT ne négociera pas !

Thierry Lepaon estime que par cette mesure le gouvernement remet en cause le droit à la représentation des salariés. Il ne négociera pas.

Dans un entretien au quotidien L'Opinion, Thierry Lepaon, le secrétaire général de la CGT, a répété qu'il ne négociera pas les seuils sociaux débattus à la rentrée entre patronat et syndicats. Il s'agit notamment de relever le nombre de salariés qui détermine le droit à des délégués du personnel et à un comité d'entreprise.

Thierry Lepaon pointe une « contradiction : d'un côté, le gouvernement prône la démocratie sociale, la négociation collective, et de l'autre il veut remettre en cause le droit à la représentation des salariés ».



En Loire-Atlantique

3

Fête de L'Humanité : Le point de départ vers un nouveau rassemblement populaire



La fête de l'humanité, c'est le grand rassemblement populaire et politique de la rentrée !

Dans le contexte que nous connaissons aujourd'hui, celui de nombreuses crises internationales, d'un gouvernement français prêt à répondre aux moindres désirs du MEDEF et s'engouffrant dans la brèche libérale, la fête, assure le directeur de l'Humanité, sera « une manifestation populaire contre les choix actuels et pour régénérer la gauche et la politique ».

Outre sa dimension culturelle et festive, elle sera donc le lieu de débats, pour échauffer d'autres politiques et œuvrer au rassemblement nécessaire de toutes celles et de tous ceux qui veulent redonner

ner ses valeurs à la gauche !

A ne pas manquer sur la Fête

Vendredi 12

SOS culture. Elle est asphyxiée par l'austérité - 20h, agora de l'Humanité
Massive Attack - 21h40, grande scène

Samedi 13

Tafta un traité contre les peuples - 14h, agora de l'Humanité. La gauche peut-elle répondre à nos attentes - 17h, agora de l'Humanité; Concert pour la Palestine - 18h20, grande scène

Dimanche 14

Grand meeting de la Fête - 16h, grande scène

Renouvellement de la direction du mouvement jeunes communistes de Loire-Atlantique !



Adrien Helary, nouveau secrétaire fédéral de la JC44

En juin dernier les jeunes communistes de Loire Atlantique ont fait évoluer leur direction responsabilisant de nouveaux camarades. Il est en effet nécessaire pour nous plus que jamais de nous structurer de façon à pouvoir accueillir ces nouveaux camarades et les intégrer à nos activités.

Ces impératifs d'organisation ne doivent pas nous faire oublier nos ambitions politiques. Si elles ont toujours été fortes et révolutionnaires, elles résonnent plus particulièrement dans la jeunesse d'aujourd'hui frappé par le chômage de masse et la précarité. Elles ont également un écho particulier à l'heure où pour la première fois en 12 ans un gouvernement se revendique de gauche. Le caractère capitaliste de la politique menée a créé une immense déception parmi les jeunes qui avaient massivement voté en faveur de ce président. Cette déception s'accompagne souvent d'un rejet de la politique dans une population déjà massivement abstentionniste.

L'évolution de notre direction a pour but de répondre au mieux à cette déception de la combattre et de canaliser la colère légitime en revendications et luttes concrètes.

Le bureau est désormais constitué d'Adrien Héлары en tant que secrétaire fédéral, Mathieu Perrone comme secrétaire à l'organisation, Charles Marsaud à la communication, Pierre Camus-Lutz est présent en tant que responsable de secteur de l'Union des étudiants communistes de Nantes. Marc Berland a accepté de conserver la vie financière. Ce bureau est amené à évoluer pour suivre le développement de notre organisation. La vie financière sera amenée à changer de main en vue d'impliquer un nombre toujours croissant de camarades. La féminisation de la direction devra être l'un des objectifs les plus importants à atteindre lors du prochain renouvellement.

La gastronomie au rendez-vous !

Cette année encore, la fédération de Loire-Atlantique sera présente sur la Fête avec son restaurant gastronomique mainte fois salué par la critique. Près de 80 militants communistes du département feront vivre le stand, dont les premiers partiront dès le lundi 8 septembre pour monter la structure qui accueillera près de 2000 personnes du jeudi midi au dimanche soir.

Au menu, fruits de mer, poissons et Muscadet, bar à huître et convivialité.

Le stand de la Loire-Atlantique sera installé avenue Woody GUTHRIE



Pour vous rendre sur la Fête, rien de plus simple un car est à votre disposition :

Départ le samedi 14 septembre :

- St-Nazaire : 01h00, devant la section -

18 rue des Halles

- Nantes : 02h00, devant la fédération - 41 rue des Olivettes

Retour :

Le dimanche 15 septembre 19h00, Rendez-vous au Stand Fédéral

Les places sont à réserver auprès de la fédération de Loire-Atlantique au : 02.40.35.03.00

50€ l'allé et le retour (possibilité de réserver soit un aller ou un retour pour 25€).

GRATUIT pour toute personne travaillant sur le stand

BPC Mistral : un coup de tonnerre

Alors que les marins de la flotte maritime militaire de Russie sont toujours stationnés à St-Nazaire en formation, le président de la République a annoncé la suspension de la livraison du porte-hélicoptères d'assaut amphibie « Vladivostok ».

Cette annonce présidentielle a fait l'effet d'un coup de tonnerre dans le bassin nazairien et plus largement dans notre pays alors que M. Hollande avait toujours affirmé que la livraison aurait bien lieu. Cette décision est un exemple supplémentaire de l'inconséquence qui caractérise la politique étrangère de la France depuis plusieurs années. Cette éventualité a fait réagir Moscou. Selon le ministre de l'Industrie, « la Russie suppose que le contrat sera rempli conformément aux accords ». « Si le contrat est rompu unilatéralement, l'argent devra être rendu à la Russie et des amendes et pénalités devront être payées », a ajouté le, vice-président de la commission militaro-industrielle



du gouvernement.

Dans cette affaire ce sont encore et toujours les salariés qui sont victimes des pressions impérialistes internationales. Car ici, se développe le jeu des diplomaties occidentales et russes en plein cœur de la crise ukrainienne. Les actes bellicistes et d'ingérences des chancelleries russes comme otaniennes ne font que s'accroître sur le dos des populations et de leurs légitimes aspirations à la paix et à la démocratie face au nouveau régime autoritaire ukrainien. Le secrétaire général de l'Alliance de l'Atlantique-Nord, estimait ainsi récemment

que « l'Otan, préoccupée par l'attitude de la Russie dans la crise ukrainienne, veut pouvoir déployer en quelques jours des troupes et des armements d'envergure dans l'est de l'Europe ».

Par cette déclaration François Hollande a donc donné de nouveaux gages de sa soumission et s'est acheté à bon compte la paix avec ses partenaires occidentaux. Qui va payer le prix fort dans un contexte où le chantier s'est déjà vu fragilisé par la commande suspendue pour le navire innovant de la Brittany ferry ?

Pour le PCF 44 par la voix de son secrétaire A. Seassau « Il est inacceptable que le carnet de commande soit à nouveau victime des pressions internationales. Cela renforce la détermination des communistes et de leurs élus à agir pour gagner un projet industriel d'avenir qui doit passer par la diversification de commandes civiles. »



Tafta, TTIP, PTCI, GMT, autant d'acronymes pour désigner le partenariat de libre échange négocié entre les Etats-Unis et l'union européenne dans le plus grand secret. L'objet de cet énième accord commercial et financier pourrait avoir des conséquences désastreuses s'il venait à être adopté d'ici la fin de l'année. Au programme de l'accord, la suppression des obstacles commerciaux entre UE et USA afin de créer un grand marché commun de 800000 millions de consommateurs (40% du PIB mondial). Un accord qui pourrait notamment se conclure par une baisse des normes sociales et environnementales européennes. A l'initiative des groupes communistes, EELV et Ecologie et solidarité de la région des Pays de la Loire un vœux a donc été adopté pour dénoncer avec cet accord qui propose le démantèlement des tarifs douaniers, l'harmonisation des réglementations, la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends privés entre investisseurs et Etat qui permettrait au multinationales de poursuivre un Etat alors quelles se jugeraient lésées par les lois de celui-ci !



La rentrée offensive...

4

A l'occasion des universités d'été du PS, auxquelles il était invité, Pierre Laurent rappelait les défis devant lesquels se trouve la gauche et l'engagement des communistes à relever ces défis.

« Un sursaut des forces de gauche est possible »



En acceptant cette invitation au début de l'été je savais que ça allait faire causer dans les chaumières [...]. Et pour tout vous dire, parce que ma préoccupation, et c'est de cela dont je vais vous parler, c'est la France, je n'en attendais pas tant.

L'annonce du gouvernement en début de semaine, l'ovation de la politique annoncée devant le Medef et hier, l'annonce d'une politique sur le loge-

ment qui est un copier/coller du programme de la fédération des promoteurs immobiliers, ça fait beaucoup pour une première semaine. [...] C'est le moment que nous parlions, parce que c'est le moment de se dire que l'heure pour la France et pour la gauche est grave. **Et que nous ne pouvons pas laisser le terrain à l'amertume, au désespoir.** [...]

Et alors que la France va déjà très mal, que les français souffrent singulièrement, ceux qui nous ont porté au pouvoir alors que les élections du printemps dernier ont été catastrophiques, alors que la politique menée depuis 2 ans a échoué à répondre à ce qu'attendaient les français. Oui, je me désole que le Président et le Gouvernement, au mépris de toutes les alertes qui viennent de toutes les familles de la gauche, décident de pousser les feux d'une politique qui est à l'évidence minoritaire parmi ceux qui ont voulu le changement en 2012. Cela ne me réjouit pas de le dire parce que cela nous place devant de très graves dangers.

[...] L'engagement de combattre la finance, l'engagement de renégocier le traité européen, l'engagement de revenir sur la réforme des retraites. Aujourd'hui il n'est plus seule-

ment rogné bout par bout ce contrat. Il vient d'être, cette semaine -excusez moi de le dire avec brutalité mais la semaine a été brutale- ce contrat vient d'être déchiré devant les français et nous ne pouvons pas l'accepter.

Je suis venu vous dire deux choses. Une qui n'est pas agréable à entendre et une autre qui l'est sûrement davantage.

[...] **La politique qui est engagée et qui doit être amplifiée par le nouveau gouvernement conduit par Manuel Valls, est une voie sans issue, c'est une voie qui nous mène dans le mur. C'est une voie qui ne permettra pas le rassemblement de la gauche.** [...] Il n'y a pas d'issue favorable avec l'amplification de cette politique et la deuxième chose que **je suis venu vous dire c'est que nous pouvons faire autrement.** La France a les moyens, les forces d'une autre politique. Et nous, nous sommes prêts à ouvrir ensemble le chemin. [...] Depuis quand est ce qu'on va nous dire que la seule feuille de route pour la gauche c'est celle du Medef ou des promoteurs immobiliers. Qu'est-ce que c'est que cette histoire ?

La gauche aurait combattu en vain depuis des décennies, notre histoire commune devrait être balayée, nous devrions rendre les armes devant la finance parce qu'elle est puissante au niveau mondial ? Nous devrions avoir honte d'être de gauche, nous devrions fêter Jaurès mais pour l'enterrer une nouvelle fois ? et bien non. Au nom de quoi allons-nous accepter ça ?

Allons-nous l'accepter au nom de la réussite de la politique engagée ? Mais la politique suivie est un échec retentissant.

[...] En vérité on ne mène pas une politique de l'offre, comme je l'entends. C'est vrai on ne s'occupe pas de la demande, on la laisse déprimer, les salaires sont écrasés, il n'y a aucun soutien à la demande et c'est un drame. Notre industrie s'affaiblit, notre service public s'affaiblit et il n'y a pas d'offre productive conséquente pour sortir le pays de la crise sans de grands et forts services publics. Développer

les services publics c'est s'occuper de l'offre. Et, est ce qu'on va accepter de déprimer l'investissement public local ? [...] Il y a des défis énormes, la mutation écologique, la relance de notre appareil productif et sa mutation en profondeur parce qu'il faut inventer un nouveau mode de développement, il faut une sécurité de l'emploi et de la formation et non pas le chômage et la précarité à tous les étages. Il faut des nouveaux rapports internationaux et un nouveau rôle de la France.

[...] **Ce que je veux vous dire et qui est pour moi le plus important finalement aujourd'hui c'est qu'il est possible de faire autrement.**

[...] Oui, il faut rouvrir le dossier des salaires quand des millions de gens qui travaillent vivent avec 600, 700, 800 euros par mois et peut être moins. Oui, il faut rouvrir le dossier de la justice fiscale. Oui, il faut rouvrir le dossier de la loi bancaire pour passer à autre chose que ce qu'on a fait pour le moment. Oui, il faut rouvrir le dossier de l'industrie et des services publics. Tout cela est nécessaire et on ne le fera pas sans s'attaquer au coût du capital. [...] Il faut investir pour l'emploi, il faut changer l'Europe, il faut refonder la démocratie et aller vers une VIème République. [...]

Est-ce que le gouvernement Valls va entrer dans l'histoire en faisant le travail du dimanche par ordonnance ? C'est ça la gauche ? Et bien non, ce n'est pas ça la gauche.

[...] **Oui, je suis venu vous dire ici qu'un sursaut des forces vives de la gauche est possible, qu'il est nécessaire pour que se lève aussi un grand sursaut populaire dans le pays.** [...] Communistes, front de gauche, verts, socialistes, tous ceux qui croient aux valeurs de gauche peuvent travailler ensemble et je peux vous dire que pour ma part, c'est à cela que vais consacrer tous mes efforts parce que je n'accepte pas le scénario de l'échec et de la catastrophe annoncée. Nous devons travailler ensemble. Il ne suffit plus de juxtaposer nos critiques, il faut maintenant construire et construire une alternative ensemble. »

Pierre Laurent

Rencontre avec Aymeric Seassau, secrétaire départemental du PCF44

En cette rentrée empreinte d'urgence sociale, de crise politique, NLA a rencontré Aymeric Seassau.

Rentrée politique, crise, initiatives des communistes prévues dans les prochaines semaines, le secrétaire de la fédération de Loire-Atlantique du PCF fait le point..

NLA : Comment les communistes envisagent cette rentrée après un été marqué par de nombreux bouleversements ?

Le limogeage du premier gouvernement Valls marque dans la brutalité la fin d'un été qui aura consacré l'impuissance du couple exécutif tant sur le plan social et économique que sur la scène internationale. Jamais l'écart n'a été aussi grand entre les aspirations d'une majorité de Français qui ont créé les conditions de la victoire sur Nicolas Sarkozy et la politique que conduit le couple exécutif. Les fractures de la majorité parlementaire et la grande faiblesse des soutiens politiques et sociaux du gouvernement accentuent la crise de la politique et peuvent ouvrir une crise de régime. **Les communistes abordent cette rentrée, avec exigence, avec responsabilité, avec l'ambition d'être au rendez vous de l'histoire quand l'identité de la gauche, celle de la France sont en jeu.**



Les communistes abordent cette rentrée avec exigence, avec responsabilité, avec l'ambition d'être au rendez vous de l'histoire quand l'identité de la gauche, celle de la France sont en jeu

internationale pour arrêter le massacre après plus de 2000 morts. **Après le cessez le feu, les communistes n'entendent pas relâcher la pression en lançant une campagne pour qu'Israël réponde de ses actes.**

Et l'été se termine par un inquiétant sommet de l'Otan

NLA : Les récents positionnements internationaux du gouvernement ont également marqué une rupture ?

Oui, dans le département, dans toute la France, les communistes ont été acteurs de toutes les mobilisations en soutien au peuple palestinien durant la période estivale. Quelle honte de voir le président de la République accompagner l'entrée en guerre après un entretien téléphonique avec Benjamin Netanyahu qui dirige un des gouvernements les plus droitiers de l'histoire d'Israël ! Il aura fallu une mobilisation exceptionnelle du peuple palestinien et une large mobilisation

qui témoigne une fois de plus de la volonté de créer une hégémonie transatlantique nouvelle. Quitte à aggraver une situation déjà terrible pour le peuple ukrainien pris entre le marteau de l'impérialisme atlantiste et l'enclume des rêves de restauration de Poutine. Plus que jamais, **les communistes sont engagés pour que la France retrouve une voix forte pour la paix** et pour refonder les institutions internationales. Dans les relations internationales comme pour l'avenir de la construction navale, pour nous c'est clair : ni la guerre, ni la finance ! C'est un tout autre cap qu'a choisi François Hollande en refusant l'affrontement au niveau européen et en réduisant au silence la voix de la France à l'échelle internationale avec une orientation atlantiste encore accentuée, tournant à nouveau le dos à plusieurs de ses promesses de campagne.

NLA : La crise politique que traverse l'exécutif est profonde. Peut-on parler de crise de régime ?

La descente aux enfers dans laquelle le couple exécutif est en train d'entraîner le pays a des racines lointaines. Hollande gouverne la France à contre sens des primaires du PS qui avaient lancé sa candidature avec pour seuls soutiens Valls et Baylet qui étaient arrivés en queue de peloton mais surtout à l'encontre des résultats de la présidentielle. Les 4

L'université d'été 2014 qui s'est déroulée en Savoie aux Karellis, a accueilli, et c'est un record, **800 participants et 80 intervenants** (trois camarades du 44). Des représentants Palestiniens comme, Maher Al Sharif, du Parti du peuple palestinien et Mohamed Halayka, directeur du Théâtre national palestinien. Mais aussi Mouna Mathari, du Front populaire de Tunisie, ainsi que Miguel Enrique Almeida du mouvement des sans terre, du Brésil. Cette université occupe une place de plus en plus remarquable dans la vie de notre parti. Comprendre le monde, échanger sur les enjeux contemporains, y compris les plus complexes, croiser les savoirs et les compétences, tout cela est essentiel. Tout en abordant les événements politiques, aussi bien nationaux qu'euro-péens, notre université s'enrichit chaque année de nouveaux champs de réflexion. Nous avons d'immenses défis à relever. Ce qui fait la grandeur de notre parti, c'est d'avoir décidé collectivement de nous engager pour relever ces défis que nous ne pourrions pas relever seuls, c'est également aller à l'idéal et comprendre le réel et c'est aussi chercher la vérité et la dire.

Carrey Nicolas

...du Parti Communiste Français

5



Nous n'avons qu'une boussole : travailler avec toutes celles et tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique conduite actuellement et qui ne veulent pas du retour de la droite et encore moins d'un nouveau succès du Front National.

millions de voix des électeurs du Front de Gauche, celle des écologistes ne sont aujourd'hui pas entendues. Et voilà qu'en une fête politique quelque part en Bourgogne où deux ministres émettent à mi-voix des critiques sur les politiques d'austérité, Valls se saisit de l'occasion pour réaliser un coup de force. Pourtant, chacun peut constater que sur les grands dossiers industriels du département, d'ARCELOR-Mittal à STX en passant par la SEITA, le ministre du redressement productif ne s'était pas illustré par sa combativité.

Après deux jours où tout aura été fait pour élargir le gouvernement le résultat est là : contesté jusque dans le parti majoritaire, à la tête d'une équipe encore réduite, **Valls veut gouverner par la force en recherchant le soutien du Medef.**

Des voix de plus en plus nombreuses s'élèvent pour contester les choix d'Hollande et Valls.

Le président de région Jacques Auxiette émet des critiques acerbes sur le gouvernement, allant jusqu'à qualifier Manuel Valls de populiste, dénonçant à propos d'Hollande « une dérive institutionnelle de l'homme providentiel qui se croit capable de tout » et réclamant une autre politique économique.

De nombreux textes sont votés sans majorité absolue à l'Assemblée nationale et le vote de confiance du gouvernement s'annonce difficile avec des élus et responsables écologistes

et socialistes qui indiquent qu'ils voteront contre comme l'ont appelés ensemble Pierre Laurent et Jean-Luc Melenchon le 6 Septembre.

Comment ne pas observer dans cette situation nouvelle combien les institutions sont à bout de souffle alors que le Premier ministre annonce son intention de gouverner par ordonnances et engage une réforme territoriale destructrice ?



La gauche française à rendez-vous avec l'Histoire.

NLA : A qui peut profiter la crise actuelle ?

Nous l'avons constaté lors des récentes élections les électeurs de droite se re-mobilisent sur des valeurs fortes qu'il y a urgence à faire reculer. Je prends un exemple : entendre le ministre du travail demander un plus grand contrôle des chômeurs n'est pas uniquement une monstruosité dans la bouche d'un homme prétendant

agir au nom de la gauche qu'il convient de dénoncer. Le danger vient avant tout du fait qu'une partie du pays se reconnaisse dans cette idée. On vient d'entendre Manuel Valls larmoyer à Bologne en annonçant Marine Le Pen aux portes du pouvoir en France. Si le Front National gagne en puissance c'est avant tout parce que la politique conduite actuellement favorise la droite et son extrême en reprenant dans les faits le « There is no alternative » (il n'y a pas d'alternative) de Thatcher. Il y a urgence à construire l'alternative à gauche afin d'interdire à Valls d'avancer vers 2017 en affichant « C'est Le Pen ou moi ! ».

Ne nous y trompons pas. Les discussions stratégiques ne suffiront pas si nous n'engageons pas un formidable travail de rassemblement, de construction et de conviction avec notre peuple. Les communistes y sont prêts.

NLA : Avec qui construire ce rassemblement ?

Avant tout avec les millions d'hommes et de femmes qui n'ont pas chassé Sarkozy pour voir reconduite sa politique économique et sociale. Nous n'avons qu'une boussole : travailler avec toutes celles et tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans la politique conduite actuellement et qui ne veulent pas du retour de la droite et encore moins d'un nouvelle avancée du Front National.

La dimension citoyenne et populaire est essentielle. De ce point de vue la décision de la CGT d'appeler à une journée d'action le 11 Octobre est une excellente nouvelle. Face au pacte de responsabilités et ses 50 milliards mobilisés pour servir les appétits du Medef alors que le chômage augmente, un vaste mouvement de contestation, politique et social peut gagner en puissance et favoriser l'émergence d'une nouvelle majorité politique à gauche.

NLA : Quel serait le contour de cette majorité nouvelle ?

Elle reste à faire. Mais des événements nouveaux sont encourageants, comme cette majorité relative qui s'est trouvée au sein du conseil régional pour mettre notre région « Hors Grand Marché Transatlantique » sur proposition des groupes communiste et écologique. Dans une situation

politique aussi mouvante, commencer par dresser des cordons sanitaires ou tracer des frontières au rassemblement n'aurait aucun sens. Le drapeau de la gauche est à terre et nous voulons rassembler les forces disponibles pour le relever. L'accueil de Pierre Laurent aux universités d'été du PS, mais surtout l'écho rencontré par son discours clair et offensif bien au delà de nos rangs en témoigne. « A un gouvernement sectaire doit répondre un Front Ouvert » disait le nouveau maire de Montreuil Patrice Bessac à la veille de la rencontre nationale du Front de Gauche du 6 Septembre.

Après une année conflictuelle, la tonalité apaisée comme la convergence autour de la nécessité de relancer le Front de Gauche sur de nouveaux objectifs est positive. Nous voulons pour notre part nous adresser sans exclusives à tous ceux qui ne se reconnaissent pas dans les politiques du gouvernement, quels qu'aient été leur choix en 2012, quelle que soit leur appartenance politique. A tous nous disons : « **Nous pouvons**

construire des solutions communes et entrer dans l'action ensemble ». Sur le bras de fer à engager avec la finance, sur l'impératif d'une refondation démocratique de la République, sur la relance par les investissements et le pouvoir d'achat, nous pouvons rassembler largement.

NLA : Quelles initiatives allez vous prendre ?

Nous lancerons à la fête de l'Humanité une pétition nationale pour gagner un referendum sur la réforme territoriale. La fête sera aussi une caisse de résonance des luttes et un carrefour politique où nous pourrions débattre avec les « frondeurs » du PS, avec des écologistes, avec tout ceux qui s'expriment et contestent à gauche. En Loire-Atlantique, nous organiserons rapidement des rencontres « bilatérales » avec les organisations du Front de Gauche naturellement mais aussi avec les écologistes, avec le nouveau parti « Nouvelle Donne », avec les socialistes critiques de « Vive la Gauche » et d'autres pour examiner les convergences et les potentiels de travail et d'actions collectifs. Le PCF va organiser fin novembre une convention nationale sur l'industrie. **Nous voulons travailler d'ici là, en Loire-Atlantique, à des Etats Généraux de l'industrie** pour donner la parole à des syndicalistes, à des élus pour



Dans l'action avec les syndicalistes de la Seita

Un vaste mouvement de contestation, politique et social peut gagner en puissance et favoriser l'émergence d'une nouvelle majorité politique à gauche.

travailler à la reconquête des emplois et savoir faire industriels dans notre département. Et puis les communistes auront un temps important avec la conférence nationale des 8 et 9 novembre qui permettra de prendre du recul sur la séquence électorale qui vient de se clore et de débattre sans tabou de nos initiatives et de nos objectifs de rassemblement.

NLA : Quel est l'état d'esprit des militants communistes dans la période ?

Soucieux, combattifs, déterminés... Bien sûr nous avons souffert des conquêtes de la droite aux municipales qui, en Loire-Atlantique comme ailleurs, n'ont pas épargné les communistes comme à Trignac où avec Sabine Mahé et son équipe nous sommes en reconquête. Pour la première fois, nous comptons autant d'élus municipaux dans l'opposition que dans des majorités de gauche. Ils sont dans l'action au quotidien pour résister aux mauvais coups du pouvoir central et gagner des politiques publiques ambitieuses.

Dans un parti qui compte des ouvriers, des employés, des retraités plutôt que des banquiers de Rothschild promis à des ministères, nous n'avons pas besoin d'allumer la télé pour prendre toute la mesure des difficultés qui pèsent sur de trop nombreuses familles en cette période de rentrée scolaire. Chacun mesure la gravité du moment et les responsabilités qui sont les nôtres. **J'ai confiance dans la capacité des communistes à débattre, à construire, à agir, à rassembler encore et toujours. Il y a urgence, la gauche française a rendez vous avec l'histoire.**

Jusqu'au 15 septembre à la bibliothèque Paul ELUARD de Saint-Herblain

Plus de 2000 condamnations à mort ont été prononcées par les tribunaux militaires pendant la Grande Guerre et 650 hommes fusillés par leurs camarades suite à des jugements sommaires.

Lors d'une exposition conçue par des organisations nationales (Ligue des droits de l'homme, Libre Pensée, Mouvement de la Paix, anciens combattants...), la bibliothèque Paul Eluard revient sur cet épisode qui a fait l'objet ces dernières années d'une large mobilisation en faveur de la réhabilitation de ces hommes.

Soirée-débat

Avec projection du documentaire de Patrick Cabouat et Alain Moreau

Jeudi 11 septembre à 20h30



Culture, idées

6

Lire

Les Banksters des années 30 sont de retour !

Correspondant du Monde à Londres depuis 20 ans, Marc Roche se décrit comme un « libéral qui doute, un déçu du capitalisme ». Fin connaisseur de Wall Street et de la city, son désenchantement date de la crise des subprimes de 2007-2008.

Après ses deux précédents ouvrages « La Banque - comment Goldman Sachs dirige le monde » en 2010 et « capitalisme hors la loi » en 2012, son cheminement le conduit en 2014 à écrire

« Banksters ». Ce barbarisme est la fusion des mots « banque et gangster », pour désigner dans les années 30 aux Etats-Unis les liens mafieux de la spéculation bancaire.

Pour l'auteur, l'aboutissement de son expérience, doublée de ses analyses, le conduit à penser que « dans tous les gouvernements il y a des banquiers... ». Ce milieu est devenu un monde sans morale, à la limite de la délinquance, et surtout impuni. Tony Blair, Mario Draghy sont parmi les spécimens de ces lobbyistes au cœur des institutions. En France la nomination par le tandem Hollande-Valls, d'Emmanuel Macron de la banque Rothschild, en est la caricature « courroie de transmission », entre les banques et l'Etat.

« Les politiques ont peur de s'attaquer aux s(ai)gneurs de la finance ». Les marchés financiers tiennent les Etats - Nation par la peau des... dettes « souveraines ». Comme pour les entreprises, ou nos territoires, le chantage aux taux d'intérêts et aux prêts sont leurs armes privilégiées.

Ce livre nous éclaire sur nos objectifs politiques : sans libération de la dépendance des marchés financiers, point de souveraineté pour mener une politique de développement au service de la population et de la

MARC ROCHE

LES BANKSTERS

VOYAGE CHEZ MES AMIS CAPITALISTES

ALBIN MICHEL

nation.

Les Libérations de la Loire Inférieure (Août 44 - Mai 45)

A bien des égards, dans notre département, il conviendrait de célébrer « les Libérations » pour reprendre le thème de l'exposition consacrée à l'évènement par l'association des amis du musée de Châteaubriant en 2013-2014. De fait la libération définitive du joug nazi, dans la Loire Inférieure d'alors, dura 9 mois, du début août 1944 à la reddition des troupes allemandes aux lendemains de la capitulation du 8 mai 1945. Elle fut le fait de l'action conjuguée de la Résistance et de ses maquis, des bombardements de l'aviation et des troupes alliées.

Après le débarquement sur les plages normandes du 6 juin 1944, l'armée allemande est en perte de vitesse, faisant la chasse aux maquisards, il en est ainsi avec l'attaque du maquis de Saffré (28 juin) et les exécutions sommaires de Juigné. Deux groupes de combat américains ayant réussi à contourner Rennes, libèrent Bain de Bretagne le 3 août et la commune de Derval est libérée dans la nuit du 3 au 4. A Châteaubriant, un groupe de maquisards investit la Kommandantur et le drapeau français flotte au fronton de la mairie. Dès le lendemain, le commandant FFI Coché déclenche les combats dans la région d'Ancenis.

L'armée américaine n'a pas, dans un premier temps, envisagé d'enlever Nantes, estimant plus prudent de bifurquer vers l'est, en direction d'Angers, libérée le 10 août. De leur côté, les FFI, qui ne disposent que d'un millier de volontaires mal armés, s'infiltrèrent dans la ville, réussissant à empêcher la destruction de la centrale thermique de Chantenay. Le 12 août au matin, les FFI constatent l'évacuation de Nantes par les allemands et apportent leur appui aux américains qui entreprennent aussitôt de dégager la route d'accès à Nantes, la 4ème DB américaine entrant dans la ville par la rue Paul Bellamy.

Dès le 9 août, alors que la Libération de Nantes s'annonce, les troupes allemandes font sauter les bateaux sur le port qu'ils détruisent méthodiquement. Lorsqu'ils se



replient au Sud Loire le 12 août, ils font sauter le pont de Pirmil, les SS cherchant à effrayer les Rezéens. Dans la nuit du 27 au 28 août, les allemands se replient au-delà du canal de la Martinière. Le 29 août les FFI franchissent le fleuve et libèrent Rezé puis, le 30 août Vertou, Les Sorinières et la Chapelle-Heulin. Le sud Loire se libère peu à peu, à l'exception du pays de Retz qui constituera le sud de la poche de Saint-Nazaire.

Dès le 4 août, Hitler avait ordonné de former des poches dans les grands ports de l'Atlantique. Début septembre, c'est chose faite autour de Saint-Nazaire.

Durant 8 mois, environ 30 000 allemands vont tenir tête à quelques 16 000 FFI venus de plusieurs départements et soutenus par la 4ème DB américaine. Les belligérants s'installent dans une guerre de position entre la rive gauche de la Vilaine, une ligne Bouvron/Cordemais et au sud Pornic/La Sicaudais/Chauvé. 110 000 civils sont bloqués dans cette poche. Ce n'est que le 11 mai 1945 que le général allemand Junk remettra son arme au général américain Kramer.

Il faudra pour la population réapprendre à vivre. Le retour des prisonniers de guerre et des requis du STO, des déportés est difficile. Ceux qui ne reviennent pas laissent des orphelins qui sont accueillis au Grand Blottereau à Nantes. Enfin c'est aussi l'épuration. Plus de 1 500 personnes sont internées dans le département pour fait de collaboration. 5 exécutions capitales ont lieu à Nantes, la presse collaborationniste, plusieurs dirigeants de grandes entreprises sont « épurés ». Enfin des femmes, accusées de « collaboration horizontale » avec l'occupant allemand sont tondues, cérémonies dénoncées dès l'époque par des femmes résistantes.

Yann VINCE

L'Huma Café : Carte blanche à Gérard MORDILLAT



Gérard Mordillat est romancier et cinéaste.

Son intérêt pour la presse ne s'est jamais démenti, depuis son premier métier d'imprimeur,

puis celui de journaliste à Libération. Il est aujourd'hui vice-président de la Société des Amis de L'Humanité.

Sa rencontre avec Roberto Rossellini a été déterminante. Il est l'auteur de plus de 20 films comme scénariste, réalisateur ou producteur. Il a adapté pour la télévision son roman Les vivants et les morts. Il est, avec J. Prieur, l'auteur de documentaires sur la religion pour Arte et en prépare un sur Jésus et l'islam.

Son premier roman Vive la sociale ! a été publié en 1981. La compagnie nan-

taise D'ici ou d'ailleurs a adapté pour le théâtre sa trilogie Les vivants et les morts, Notre part des ténèbres, Rouge dans la brume.

G. Mordillat intervient volontiers dans le débat citoyen. Nous vous invitons à le rencontrer et débattre avec lui le

vendredi 19 septembre de 18 h à 20 h

au Lieu Unique. Salon de Musique

Saison 2014 - 2015

Attention: la séance du 7 novembre aura lieu à Couëron Les autres séances se dérouleront au LIEU UNIQUE

Date	Intervenant	Thème
Vendredi 19 Septembre	Gérard MORDILLAT romancier et cinéaste	Carte blanche
Vendredi 03 Octobre	Alain BERGERAT historien	Le Front Populaire est-il né à Nantes ?
Vendredi 7 Novembre	Charles SILVESTRE	Actualité de J. JAURES
COUËRON - Cour carrée-Espace de la Tour à plomb		
Vendredi 28 Novembre	André TOSEL philosophe	Pour une culture du futur
Vendredi 09 Janvier	J-Marie HARRIBEY économiste	Marx est-il écolo ?

10,7 % de la population de Loire Atlantique et 11.6 % de celle des Pays de la Loire vivent sous le seuil de pauvreté.

En augmentation constante depuis 2008, les familles monoparentales sont les plus touchées ainsi que les personnes seules et les jeunes de moins de 29 ans. Les agglomérations nantaises et nazairiennes ainsi que le littoral connaissent une augmentation moins importante de la pauvreté par rapport à l'ensemble du département selon l'INSEE.

« Il est incompréhensible de séparer le débat sur les périmètres, celui relatif aux compétences et celui qui concerne le maintien ou la suppression de plusieurs échelons territoriaux »

Nicolas Sansu, député communiste du Cher, le 23 juillet 2014 lors de l'explication de vote sur le redécoupage des régions. La suite au Sénat très prochainement.

Au cœur des collectivités

**Finances locales
La contestation monte**

Le 16 juillet, le comité des finances locales a refusé de s'exprimer sur les modalités du nouveau plan d'économies voulu par le gouvernement. D'année en année, les collectivités territoriales ont vu leurs moyens comprimés par l'Etat.

Ainsi, depuis 2010 la dotation globale (la plus forte contribution de l'Etat aux collectivités) de fonctionnement a été gelée, engendrant une diminution de l'enveloppe par rapport à l'augmentation du coût de la vie.

En janvier 2014, Jean Marc Ayraut lance le pacte de responsabilité : dans ce cadre 3 milliards d'euros sont à retirer des versements aux collectivités en 2 ans. Le calcul est simple : chacun contribue proportionnellement à ses recettes dans sa catégorie de collectivité, sans prise en compte d'éléments de contexte, des dépenses...

Enfin, la politique d'austérité a été clairement assumée par le premier gouvernement Valls : réduction de 50 milliards d'euros de dépenses publiques en moins au nom de la réduction de la dette sur la période 2015 - 2017.

Cette diminution sera conséquente pour les collectivités : elles contribueront à hauteur de 11 milliards d'euros ce qui correspond à environ un quart de la dotation versée par l'Etat pour 2014.

Les effets cumulés de ces approfondissements de l'austérité budgétaire risquent d'être séismiques et de toucher l'ensem-

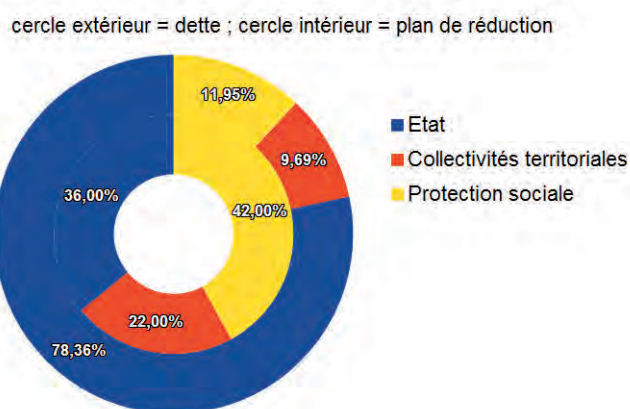
ble de l'économie avec les conséquences sociales que l'on peut en déduire. Ainsi, sauf à réduire le service public assuré par les communes, départements et régions, ce seront les capacités d'investissement qui seront atteintes.

Si le dernier plan d'austérité était appliqué de façon aussi brutale et simpliste que le pacte de responsabilité, on imagine les conséquences sur les 70% de l'investissement public fournis par les collectivités, investissements qui sont par ailleurs à l'origine de 50% de l'activité du secteur bâtiments travaux publics. Une diminution de 10% de ces investissements correspondrait à 0,2 points de croissance.

L'Association des Maires de France, pourtant toujours dans le dialogue avec l'Etat et qu'on ne pourrait qualifier de contestatrice, mène campagne afin que les communes adoptent des motions demandant la révision de ces plans de réduction et la révision des politiques nationales et européennes. La prochaine réunion du comité des finances locales aura lieu le 20 septembre, ses membres continueront-ils à suivre les demandes des associations représentants Communes, Intercommunalités, Départements et Régions ? Dans l'été, la décision de reporter l'examen du projet du gouvernement avait été obtenu à une majorité écrasante et sans vote contre. C'est un cas unique et qui ne peut signifier que le refus d'avaliser cette orientation politique.

Une contestation se fait de plus en plus jour, au niveau des élus locaux contre ce qu'il faut bien appeler les politiques d'austérité.

Répartition de la dette publique et du plan de réduction de la dépense publique



**Rapport du SCPC
Prévention de la corruption
dans les collectivités territoriales**



Le Service Central de Prévention de la Corruption du ministère de la justice a rendu son rapport annuel courant juillet. Il consacre une large place aux collectivités territoriales.

Fait marquant, **il n'existe pas de système de collecte de données consacré aux collectivités**. Actuellement, les seules statistiques disponibles sont issues d'échantillons et ne reflètent que les mises en examen, pas les condamnations. **Parmi les pistes pour lutter contre le manquement à la probité : rendre inéligible toute personne ayant fauté; limiter le cumul des mandats dans le temps ; étendre l'obligation de déclaration d'intérêt et de patrimoine à tous les exécutifs locaux.** Il ne s'agit que des mesures marquantes visant à une meilleure gouvernance, le rapport fournit par ailleurs des recommandations techniques tout à fait pertinentes pour lutter contre des comportements marginaux mais tout à fait intolérables. **Elément essentiel pour restaurer la confiance des citoyens dans leurs institutions républicaines, la lutte pour la probité doit également être accompagnée de la création d'un statut de l' élu protecteur permettant le renouvellement des élus locaux.**

**Les nouvelles de la réforme territoriale
Conseil départemental en sursis et dates d'élections incertaines**



Les projets du gouvernement semblent s'affiner concernant le Big Bang territorial annoncé : le 29 août devant un parterre d'élus socialistes, **le Premier ministre a évoqué 3 formules d'évolution pour les départements**. La première consisterait à **fusionner les départements et les futures métropoles comme cela sera le cas pour la Métropole lyonnaise**. Autre option : **la fédération d'intercommunalités en lieu et place du Conseil Départemental**. Enfin, « là où les intercommunalités ne peuvent représenter l'ensemble des collectivités, notamment dans les départements ruraux, les conseils départementaux doivent garder un rôle ».

Par ailleurs, **le gouvernement pourrait décider d'organiser les élections départementales et régionales entre mars et juin 2015**. Il s'agirait de réduire la durée de dépassement des élus départementaux élus en 2008 qui serait de 21 mois si l'exécutif restait sur son premier calendrier. Si l'idée d'organiser en même temps les deux élections n'était pas abandonnée, **le redécoupage des régions devra être avancé pour que les nouveaux élus régionaux puissent bien intégrer leurs assemblées dans les bons contours**.

Près de vous

L'organisation territoriale de la République et réforme des collectivités

Le mercredi 03 septembre, le Centre d'Information, de Documentation, d'Etude et de Formation des Elus a organisé sa formation de rentrée destinée à apporter des éléments de droit des institutions administratives aux nouveaux élus.

Les supports de formations peuvent être transmis sur demande à contact@adecr44.fr

Châteaubriant entre dans le nouveau dispositif de la politique de la ville



La nouvelle était connue depuis mi-juin. La ville rejoint ainsi les agglomérations Nazairiennes et Nantaises. C'est le 30 septembre que les contours des nouveaux périmètres seront officiels. Les nouveaux zonages, s'appuyant sur le seul critère du revenu des habitants, viendront remplacer les Zones Urbaines Sensibles Contrats Urbains de Cohésion Sociale, ZRU ZFU... au 1er janvier 2015. Auparavant, des contrats de ville auront été conclus entre Etat, intercommunalités et communes.

Le collectif 44 pour une paix juste et durable entre Palestiniens et Israéliens écrit aux élus de Loire-Atlantique

Dans sa missive envoyée aux élus de notre département, le collectif rappelle la gravité de la situation à Gaza « Plus de 2000 morts, quelque 10 000 blessés, parfois handicapés à vie, 400 000 personnes déplacées... ».

Il est demandé aux élus d'interpeller le gouvernement afin qu'il cesse toute coopération militaire avec Israël, qu'il établisse un embargo total sur les armes et qu'il fasse suspendre sans délai l'accord d'association entre l'Union Européenne et Israël tant que ce dernier ne se conformera pas au droit international.

La pétition allant dans ce sens est par ailleurs disponible au lien suivant <http://www.france-palestine.org/Gaza-colonisation-crimes-de-guerre>

Ouvrons-là

Un gouvernement de combat contre les précaires



Les critiques d'Arnaud Montebourg et de Benoit Hamon à l'égard de la politique économique du gouvernement de Manuel Valls, lors de la fête de la Rose, ont amené à la démission collective de ce gouvernement. La confiance renouvelée de Hollande à Valls pour reformer un gouvernement a été un message clair, on ne change rien!

L'éviction d'A. Montebourg au profit d'Emmanuel Macron est un signal encore plus fort, cet ancien banquier d'affaire chez Rothschild & Cie, diplômé de L'ENA, a occupé sous le gouvernement Ayrault la fonction de secrétaire général adjoint de la présidence de la République. Il était considéré comme l'hémisphère droit du président lui soufflant quelques idées favorables à ses amis banquiers d'affaires, comme le CICE (Crédit Emploi Compétitivité Emploi). Et que dire, même si cela relève d'avantage du symbolique, de la 11ème position du ministère de l'économie dans l'ordre protocolaire, c'est révélateur de l'absence de politique économique de la part du gouvernement. Le gouvernement et le président s'entêtent dans la spirale de l'austérité faisant la joie de la droite, et reste sourd à ceux qui à gauche proposent une alternative à cette politique destructrice des droits sociaux, des services publics, laissant place à une précarité de plus en plus généralisée et durable.

Avec cette politique injuste et inefficace, ce sont toujours les plus fragiles qui sont touchés le plus durement. La jeunesse n'y échappe évidemment pas, et doit, comme tous ceux qui subissent les conséquences de la politique du gouvernement au quotidien, s'organiser dans les luttes afin de faire émerger des mobilisations, et inverser le rapport de force, ils changent rien, on lâche rien !



Charles Marsault

Banquet des communistes de la cellule de Trignac



La cellule de Trignac a organisé samedi 31 août un banquet, l'occasion de réunir des adhérents et des militants communistes venus de toute la section Brière et des sections voisines, et de partager un moment de convivialité et de fraternité. Cette année, la ville de Trignac fête ses 100 ans. L'équipe municipale conduite par Sabine Mahé avait concocté un programme ambitieux tout au long du mois de septembre, malheureusement celui-ci se réduit à une peau de chagrin suite à l'élection de la droite extrême lors des dernières municipales. Nos camarades ont décidé de répliquer en publiant une brochure sur le centenaire de la ville et de gestion par la gauche, gestion basée sur l'égalité, la solidarité et la justice sociale. Plus de 70 camarades ont répondu présents et ont contribué à la réussite de cette belle initiative financière et politique. Après les interventions d'Aymeric SEASSEAU, notre secrétaire départemental, et de Jean Louis LE CORRE, maire honoraire de Trignac, les militants ont fait honneur au méchoui dans une ambiance musicale. Nos camarades ont pu nous annoncer à la fin de la journée la somme récoltée grâce au banquet et ont rappelé qu'une souscription était également lancée pour finaliser le financement de la brochure. D'ores et déjà l'ensemble des camarades présents ont souhaité que cette initiative soit reconduite l'année prochaine !

Nécrologie

Patrick CHEBANIER, trésorier de la section de Rezé



Sud Loire, nous a quittés en juillet dernier, au terme d'une longue maladie. Notre camarade, militant infatigable aux convictions communistes bien ancrées fut de bien des combats, candidat sur la liste de rassemblement de la gauche à Rezé en 2001, ou

aux cantonales de 2008 soutenant par l'ensemble des forces de gauche sur le canton de Legé. Il fut également un militant syndical, engagé au sein du comité de chômeurs, à l'Union locale de Nantes puis au sein du CHU. Il nous manquera. Que son épouse Catherine, ses enfants, notre camarade Clément, reçoivent ici le témoignage de toute notre affection.

« Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Jérôme TURMEAU

Commission paritaire : N° 0315 P 11519

Imprimerie : IMPRAM Lannion

Composition : Publihebdo Locminé

Responsable de la rédaction :

Jérôme TURMEAU

NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes

Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36

e-mail : redac.nla@orange.fr

Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :

Marie-Annick BENÂTRE

Pedro MAIA

Yann VINCE

Mireille PERNOT

Robin SALECROIX

André MAURICE



Je M'abonne aux Nouvelles de Loire-Atlantique



Parce qu'un journal, c'est un lien entre ceux qui l'écrivent et ceux qui le lisent, parce que les Nouvelles de Loire-Atlantique ont un positionnement original et unique parmi la presse départementale, parce que ce lien, cet apport doit perdurer pour faire vivre la parole singulière qui est celle de votre journal, pour donner la parole aux acteurs des mouvements sociaux, associatifs, progressistes, pour un regard critique sur l'actualité, soutenez et abonnez-vous aux Nouvelles de Loire-Atlantique.

NOM : PRENOM :

ADRESSE :

TEL: EMAIL:

Je m'abonne pour un an et verse un chèque de 15 euros

Je soutiens les Nouvelles de Loire-Atlantique à hauteur de

Chèque à l'ordre de PCF44

A renvoyer à NLA - Bulletin d'abonnement, 41 rue des olivettes, 44000 NANTES



RENAULT ST-NAZAIRE CENTRE AUTOMOBILE DE L'ETOILE

380 route de la Côte d'Amour - Océanis
St-Nazaire
02 40 17 20 20